

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 23 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE Torcé 2

ZA Montigné Est
35370 Torcé

Références :

Code AIOT : 0005503587

UD35/2025- 118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE Torcé 2 implanté ZA Montigné-Est, site de Torcé 2, à Torcé (35370). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait suite à celle réalisée en 2024 ayant conduit à la mise en demeure de l'exploitant pour une mise en conformité requise de son dispositif de confinement des eaux polluées en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE
- ZA Montigné Est- site de Torcé 2 - 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005503587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe VANDEMOORTELE est spécialisé dans la fabrication de pains crus et précuits surgelés.

Le site de Torcé 2 a récemment bénéficié d'un arrêté préfectoral complémentaire daté du 18 juin 2023 venant encadrer le démarrage d'une nouvelle ligne de fabrication de viennoiseries crues surgelées.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Risque incendie – consommation d'eau et rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	Fin 2025
2	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.2 (extraits)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Défense contre l'incendie	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 2 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Défense contre l'incendie - entretien	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.3 (extrait)	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été mis en demeure le 10 janvier 2024 de réaliser des travaux lui permettant de confiner ses eaux polluées en cas d'incendie : au regard des éléments transmis et des constats réalisés le jour de la visite, l'Inspection considère que cette mise en demeure peut être levée.

Par ailleurs, une vigilance particulière devra être exercée sur les rejets aqueux du site afin de se conformer aux valeurs limites fixées par l'arrêté complémentaire du 18 juin 2023.

Des éléments complémentaires justifiant de la bonne réalisation des vérifications périodiques effectuées sur les moyens de défense contre l'incendie (sprinklage, installations électriques, RIA et portes coupe-feu) sont également attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le réseau, non liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Consommation moyenne journalière : (hors nettoyage hebdomadaire) 35 m3/j Prélèvement maximal journalier (jour de nettoyage hebdomadaire) : 50 m3/j Prélèvement maximal annuel : 12 500 m3/an Un plan d'actions de maîtrise, de réduction et d'optimisation de la consommation d'eau doit être mis en œuvre dans un délai maximal de 6 mois après le démarrage des installations : un bilan des actions mises en place et des résultats obtenus sera adressé à l'inspection des installations classées avant le 31/12/2023.
Constats : La consommation journalière est aujourd'hui connue grâce à des compteurs télé-relevés automatiquement. Une synthèse de la consommation journalière depuis le 1er janvier 2024 a été transmise à l'inspection : elle ne met en évidence aucun dépassement du volume journalier autorisé. L'Inspection demandait, suite à sa précédente inspection, à être informée de la mise en place effective des mesures identifiées dans le plan d'actions proposé pour réduire la consommation d'eau du site. Un nouveau bilan des actions en question a été réalisé dans le cadre de la présente visite. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">- des mesures organisationnelles destinées à sensibiliser le personnel aux économies d'eau : mise en place d'indicateurs « consommation d'eau » lors des réunions hebdomadaires ;- la connexion des sous-compteurs présents sur le site pour obtenir des télé-relevés des volumes d'eau à chaque poste de consommation : les compteurs ont été installés et connectés fin décembre 2024 ;- la mise en circuit fermé du lavage du surgélateur, avec une réintroduction d'eau propre à hauteur de 10 % : l'étude en cours vise à évaluer la faisabilité du projet et sera remise en 2025 ;- l'installation d'une laveuse de bacs (économie au niveau du poste « plonge ») : investissement prévu en 2024 (80 000 €) : installation prévue en juillet 2025 ; Un travail est par ailleurs en cours pour réduire la consommation d'eau lors du lavage du surgélateur (aujourd'hui 16 m ³ pour chaque lavage hebdomadaire).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Les actions aujourd'hui prévues dans le plan visant à réduire la consommation d'eau du site devront être poursuivies, et un nouveau point de situation transmis à l'Inspection fin 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 2 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage des locaux
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des locaux de l'établissement (activités, stockage et combles surplombant ces locaux lorsqu'ils existent) sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique (de type sprinklage), associé à une réserve d'eau de 980 m³ garantissant un temps minimum de fonctionnement de 90 minutes.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ce dispositif d'extinction (conformité à la règle APSAD R1).</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Il est relié à un système de télésurveillance opérationnel 24h sur 24.</p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Un réseau de sprinklage a été installé, associé à une réserve de 980 m³. Une télésurveillance en lien avec une société spécialisée a également été mise en place.</p> <p>Des réserves ont cependant été émises lors de l'installation du dispositif, qui n'avaient pas été soldées par le prestataire lorsque l'Inspection s'est rendue sur site en 2024. Le procès verbal d'installation n'avait donc pas été délivré.</p> <p>L'inspection demandait donc, suite à sa précédente visite, la transmission :</p> <ul style="list-style-type: none">- des plans du sprinklage, indiquant la nature des locaux effectivement couverts par ce dispositif (activités, stockages et combles),- du contrat de maintenance établi avec un prestataire compétent pour réaliser la vérification du dispositif conformément aux référentiels reconnus (contrôle semestriel). <p>Le plan de l'établissement où figurent les différents types de locaux qui bénéficient d'un sprinklage (stockages, locaux techniques, combles production, locaux sociaux) a été transmis à l'inspection depuis.</p> <p>Un contrat a par ailleurs été signé entre la société EQUANS Axima Sécurité Incendie au début du mois de septembre 2024 pour réaliser la maintenance (semestrielle) de l'installation d'extinction automatique.</p> <p>Le CNPP est par ailleurs intervenu sur le site le 4 septembre 2024 et a délivré à l'exploitant un rapport provisoire concluant :</p> <ul style="list-style-type: none">- que le dispositif était hydrauliquement apte,- que des réserves devaient être levées à la fois par l'installateur et l'exploitant pour pouvoir délivrer le certificat N1 (Référentiel APSAD R1).

Un plan d'actions a été mis en place par l'exploitant pour lever ces réserves.

Sur les 22 réserves formulées par le CNPP (et reprises dans le rapport du vérificateur EQUANS qui est intervenu le 20/10/2024), 9 restent à réaliser mais deux d'entre elles nécessitent, pour être soldées, des investissements lourds qui n'ont pu être validés pour 2025.

L'intervenant qui a réalisé le contrôle semestriel de l'installation en octobre 2024 indique cependant que ces réserves ne sont pas de nature à mettre en échec le dispositif d'extinction automatique et que ce dernier a donc été laissé en ordre de marche malgré les observations faites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'Inspection demande à la société VANDEMOORTELE de poursuivre la levée des réserves formulées par le CNPP dans le cadre de la certification APSAD R1 et, dans l'attente, de s'assurer de l'opérationnalité du dispositif en mettant en place si besoin des mesures compensatoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures : Débit : Quotidienne Température : Quotidienne pH : Quotidienne DBO5 : Trimestrielle DCO : Trimestrielle MES : Trimestrielle SEH : Semestrielle NTK : Trimestrielle Pt : Trimestrielle
Constats : L'installation d'un poste d'autocontrôle (avec canal venturi) n'était pas finalisée lors de la dernière visite de l'inspection en mai 2024 sur le site (travaux de génie civil en cours). Dans l'attente, le suivi quotidien des paramètres Température, pH et débit était effectué sur un prélèvement ponctuel. L'analyse des autres paramètres, à savoir DBO5, DCO, MES, SEH, NTK et Pt, était effectuée par un prestataire extérieur selon la périodicité attendue. L'inspection a donc demandé suite à sa précédente visite à être informée de la date de mise en service du poste d'autocontrôle dès qu'il serait opérationnel. Elle a pu constater lors de la présente inspection que le canal venturi permettant de réaliser des prélèvements asservis au débit est désormais opérationnel (démarrage au début du mois de juillet 2024). Le cadre GIDAF du site a par ailleurs été modifié pour intégrer les conditions de rejets des eaux selon les modalités prévues par l'arrêté complémentaire du 18/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires industrielles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous avant rejet au milieu considéré : <ul style="list-style-type: none">•Température maximale : 30 °C•pH : compris entre 5,5 et 8,5•Débit moyen journalier : 35 m³/j•Débit maximal journalier : 50 m³/j DBO5 --> Concentration maximale : 3270 mg/l DCO --> Concentration maximale : 6015 mg/l MES --> Concentration maximale : 1130 mg/l SEH --> Concentration maximale : 240 mg/l NTK --> Concentration maximale : 110 mg/l Pt --> Concentration maximale : 14 mg/l
Constats : Des anomalies ont été constatées lors de l'inspection réalisée en 2024 dans les valeurs mesurées pour certains paramètres (DCO, MES, DBO5 et P) présents dans les eaux rejetées vers la station d'épuration située sur le site voisin de Torcé 1 (STEP appartenant également au groupe VANDEMOORTELE). Cela a conduit l'inspection à demander des analyses à une périodicité plus resserrée que celle prévue par l'arrêté complémentaire du 18/06/2023 : ainsi, des analyses réalisées sur des échantillons prélevés proportionnellement au débit sont réalisées mensuellement (et non trimestriellement ou semestriellement) depuis le mois de juillet 2024. Les résultats ont été transmis via l'application GIDAF. Des anomalies persistent : dépassement en P en juillet 2024, en MES en septembre/octobre, de la DBO5 en août, ou du volume autorisé à être rejeté en octobre 2024. Certaines sont expliquées via les commentaires présents sous GIDAF lorsque leur cause a été identifiée. Aucun dépassement n'atteint cependant 2 fois la valeur limite prescrite. Ces dépassements ne sont par ailleurs pas de nature à perturber le traitement des eaux par la STEP sur le site de Torcé 1. L'Inspection note également que, suite à une panne de préleveur (aujourd'hui cet équipement est en location et n'appartient donc pas en propre à l'établissement), il n'a pu être réalisé d'analyses durant deux mois (décembre et janvier).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Compte-tenu de la persistance de certaines anomalies dans les valeurs mesurées au sein des effluents aqueux du site, l'inspection demande à ce que les analyses mensuelles soient poursuivies a minima jusqu'en juin 2025 (compris).

Après ce délai, un premier bilan sera dressé par l'exploitant récapitulant les éventuelles non-conformités identifiées et les solutions mises en œuvre pour y remédier.

> L'inspection rappelle par ailleurs qu'il appartient à l'exploitant d'adapter son programme de surveillance pour garantir un suivi adapté de ses effluents et ainsi se conformer aux valeurs limites fixées par son arrêté préfectoral.

> La société VANDEMOORTELE indiquera également quelles solutions elle met en œuvre pour garantir la réalisation des prélèvements avec la périodicité attendue compte-tenu des difficultés rencontrées dans le cadre de la location du préleveur aujourd'hui utilisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Défense contre l'incendie – Entretien des moyens de lutte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.3 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des matériels de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'Inspection a examiné lors de sa précédente inspection par sondage les résultats des vérifications périodiques effectuées sur certains matériels de sécurité et/ou de défense contre l'incendie : - <u>S'agissant des installations électriques :</u> Un plan d'actions a été transmis à l'inspection pour résorber les observations faites lors du dernier contrôle daté de mars 2024. Un nouveau contrôle a été effectué en février 2025, qui mentionne certaines observations récurrentes (en lien avec la nécessité d'actualiser le zonage ATEX du site). - <u>S'agissant des RIA :</u> Un contrôle de réception des travaux engagés pour remettre en conformité le réseau des RIA a été réalisé le 6 mars 2025 : les justificatifs attestant de la réalisation des travaux restant à effectuer pour mettre en conformité le réseau des RIA devront être mis à la disposition de l'inspection ; - <u>S'agissant des portes coupe-feu :</u> La société UXELLO est intervenue le 30 mai 2024 pour contrôler le bon fonctionnement des portes coupe-feu du site (3 au total). Des travaux de mise en conformité sont prévus sur deux des portes le 21 mars 2025. Les justificatifs de réalisation de ces travaux seront également transmis à l'inspection. Les différents contrôles réalisés ont par ailleurs été enregistrés sur le registre de sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à l'issue de la présente visite que : - le plan d'actions destiné à résorber les non-conformités identifiées lors du dernier contrôle des installations électriques soit poursuivi jusqu'à résorption des anomalies ; - lui soit communiqué les justificatifs attestant de la réalisation des travaux restant à effectuer pour mettre en conformité le réseau des RIA ; - lui soit communiqué le compte-rendu de l'intervention réalisée sur les portes coupe-feu le 21/03/2025 ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.2 (extraits)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est réalisé grâce à un bassin permettant de recevoir en tout temps un volume minimal de 1375 m3.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement.</p>
Constats : <p>Les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées dans un bassin de confinement de 1385 m3 réalisé en avril 2023, après obturation des sorties eaux usées et eaux pluviales.</p> <p>Le bassin est équipé d'un poste de relevage pour le maintenir vide en fonctionnement normal. En cas de pollution, le poste doit être arrêté manuellement.</p> <p>Les réseaux sont équipés de deux vannes d'arrêt :</p> <ul style="list-style-type: none">- Eaux usées : vanne d'arrêt manuelle (vanne volant) à l'entrée du site. Les eaux usées sont alors contenues dans le réseau. Lorsque le réseau est saturé, elles rejoignent le réseau des eaux pluviales par débordement.- Eaux pluviales : vanne d'arrêt manuelle en limite de site. Lorsque la vanne est actionnée, le réseau monte en charge et les eaux sont orientées vers le bassin de rétention. <p>Une consigne de sécurité a été élaborée pour expliciter les modalités de mise en œuvre du confinement : elle prévoit, en cas d'incendie, qu'une personne dédiée soit chargée de manœuvrer les trois vannes en question (eaux usées, eaux pluviales, bassin de confinement) successivement.</p> <p>L'exercice a été réalisé lors d'une précédente visite d'inspection en octobre 2023 et avait mis en évidence que ce dispositif n'était pas opérationnel. La société VANDEMOORTELE a ainsi été mise en demeure de régulariser la situation le 10 janvier 2024, avec une échéance de six mois.</p> <p>Cette échéance est donc aujourd'hui arrivée à son terme.</p> <p>Lors de la présente visite, les éléments suivants ont été vus ou portés à la connaissance de l'Inspection :</p> <ol style="list-style-type: none">1) Un ballon obturateur a été installé pour équiper la vanne d'arrêt située sur le réseau des eaux pluviales. Elle permet de répondre à l'exigence de rapidité dans la fermeture du réseau en cas de nécessité.

Elle doit également permettre l'obturation totale du réseau (plus de problème lié à l'atteinte ou non de la fin de course, comme dans le cas de la vanne guillotine précédemment présente).

2) le fonctionnement de la pompe de relevage du bassin est aujourd'hui asservi à la détection incendie : la pompe sera arrêtée automatiquement en cas de détection feu, permettant ainsi de contenir les eaux dans le bassin.

Par ailleurs, l'exploitant a installé près du local sprinklage, un "bouton poussoir" permettant de stopper manuellement le relevage en cas d'incendie.

> Au regard des éléments transmis et des constats réalisés lors de la présente visite, l'Inspection considère que l'exploitant a répondu aux exigences de la mise en demeure du 10 janvier 2024 et que celle-ci peut par conséquent être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure